

INTRODUCTION AUX PRINCIPAUX COURANTS DE PENSÉE ÉCONOMIQUE

Journée d'étude

Fédérations des Sociétés d'Études CGT

Décembre 2023



LES OBJECTIFS DE LA FORMATION

L'action de formation a pour objectif de permettre aux représentants des salariés de :

- Comprendre les principaux courants de la pensée économique :
 - Mercantilistes ;
 - Physiocrates ;
 - Classiques ;
 - Marginalistes et néoclassiques ;
 - Keynésianisme ;
 - Monétaristes.
- Identifier dans quelle mesure la théorie économique explique les crises économiques ;
- Analyser la situation économique d'aujourd'hui à l'aide des théories économiques, tant sur les questions budgétaires que monétaires.

SOMMAIRE

- I. Les différentes théories dans leur contexte historique (jusqu'à Keynes) *P.05*
- II. Ce qui distingue et souvent oppose les néoclassiques et les keynésiens *P.09*
- III. Jeu : « qui a dit quoi et pourquoi ? » *P.14*
- IV. Comment la théorie économique explique les crises *P.19*
- V. Comment comprendre la situation économique d'aujourd'hui à l'aide des théories économiques *P.24*
 - A. De quoi la politique du laisser-faire, assise théorique du libéralisme, est-elle le nom ?
 - B. Les théories monétaristes, en partie contredites par les faits, ont un impact important sur l'emploi et les salaires

Il existe deux règles fondamentales en économie :

1

*Pour tout économiste,
il existe un autre
économiste d'avis
contraire*

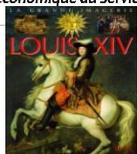
2

Tous les deux ont tort

PARTIE 1

LES DIFFÉRENTES THÉORIES DANS LEUR CONTEXTE HISTORIQUE (JUSQU'À KEYNES)





Économie politique

Mercantilistes

Physiocrates

Economistes « Classiques »

Adam Smith

David Ricardo

Karl Marx

- Analyse en termes de classes sociales ;
- Théorie objective de la valeur – critère : le travail ;
- Analyse dynamique [prise en compte du temps] accumulation, production, croissance, répartition ;
- Essais d'explication de la société telle qu'elle est.

John M. Keynes

Science Economique

Jean-Baptiste Say

Marginalistes & Néoclassiques

Monétaristes

Et bien d'autres....

- Individualisme méthodologique ;
- Théorie subjective de la valeur - critère : l'utilité ;
- Analyse statique, concept central : l'équilibre ;
- Démarche abstraite – méthode hypothético-déductive. On parle d'un « monde idéal » (Concurrence Pure et Parfaite), d'hypothèses pour tirer des conclusions.

	Mercantilistes	Physiocrates	Les classiques : Economie Politique		
Qui ?	Jean Bodin, Thomas Gresham, Colbert	François Quesnay, Turgot	Adam Smith	David Ricardo	Karl Marx, Friedrich Engels
Quand ?	XVIIe Siècle	Seconde moitié du XVIIIe Siècle	1776 : « la richesse des nations »	1817 : « des principes de l'économie politique et de l'impôt »	1867 : « Le capital » (tome I)
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> • Afflux de métaux précieux en provenance du nouveau monde • Emergence des Etats Nations et de la monarchie Absolue 	<ul style="list-style-type: none"> • Réponse aux thèses mercantilistes • Economie dominée par l'agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> • idées des lumières (individualisme, libéralisme politique) • Révolutions américaine (1776) et française (1789-1794) • Révolution industrielle 		<ul style="list-style-type: none"> • Révolution industrielle (hausse de la production et de la productivité) & ses conséquences négatives (crises, inégalités sociales....) • Synthèse de la philosophie des lumières (Hegel), du socialisme (Fourrier, Proudhon) et de l'économie politique anglaise (Smith, Ricardo). • Grèves ouvrières, printemps des peuples (1848), commune de Paris (1871)...
Principes	<ul style="list-style-type: none"> • La richesse repose sur la quantité de métaux précieux accumulés par l'Etat (or, argent...). • Pour accroître cette richesse il faut miser sur le commerce et les exportations (Libre échange) => financement des guerres royales 	<ul style="list-style-type: none"> • La richesse provient du travail mais plus particulièrement de l'agriculture (la terre multiplie « naturellement » les biens) • L'industrie et le commerce sont considérés comme des activités « stériles » dépendantes en dernier ressort de l'agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> • La richesse provient du travail : « qu'est-ce que la richesse? Le travail annuel d'une nation » • Pour accroître la richesse il faut augmenter le travail et la productivité (division du travail) • Toute marchandise a une valeur d'usage et une valeur d'échange • Avantage absolu au commerce international 	<ul style="list-style-type: none"> • La valeur d'échange d'un produit n'est pas fonction de son utilité mais de la quantité de travail incorporée. • Biens reproductibles : la valeur d'échange est déterminée par la quantité de travail nécessaire à sa production • Biens non reproductibles : valeur d'échange dépend de la rareté • Avantage comparatif au commerce international 	<ul style="list-style-type: none"> • La richesse provient du travail productif : mais dans le mode de production capitaliste les travailleurs (force de travail) sont aliénés et exploités en vue de réaliser une plus-value (profit). • Salaire = rémunération de la force de travail ≠ rémunération du travail => une partie du travail n'est pas rémunérée ce qui permet au capitaliste d'extraire une plus-value pendant la production. • Procès de circulation et d'accumulation du capital : A-M-A' • Le capitalisme est un système qui produit des crises périodiques (surproduction, baisse de la rentabilité...)
Vision de la société		<ul style="list-style-type: none"> - Paysans - Industriels et commerçants - Propriétaires terriens 	<ul style="list-style-type: none"> - Capitalistes => capital => Profit - Propriétaires fonciers => terres => rente - Travailleurs => travail => Salaire 		Détenteurs des moyens de production [capitalistes] & ceux qui en sont dépourvus [les travailleurs qui ne possèdent que leur force de travail]
			Ces classes ont des intérêts conflictuels, mais la poursuite des intérêts particuliers assure l'enrichissement global (« main invisible ») => Libéralisme.	Conflit de distribution : Conflit entre rentiers et capitalistes : Il suppose que le prix des denrées alimentaires devrait augmenter (rendements / population). les propriétaires fonciers vont s'accaparer une part de plus en plus importante de la richesse (état stationnaire)	<ul style="list-style-type: none"> • Lutte des classes => intérêts conflictuels ≠ enrichissement global • Théorie historique de l'exploitation et de la lutte des classes : Esclaves contre Citoyens (antiquité), Seigneurs contre Serfs (Féodalité), Capitalistes contre travailleurs. • Nécessaire dépassement du système capitaliste
Idéologie	Des thèses au service de la puissance de la monarchie.	Théorie qui abouti à défendre les intérêts de la noblesse/propriétaires terriens	Théorie qui abouti à défendre les intérêts de la bourgeoisie industrielle et commerciale au détriment de ceux de la noblesse	Théorie qui abouti à défendre les intérêts de la bourgeoisie industrielle et commerciale avec une critique implicite de la rente des propriétaires fonciers	Théorie qui abouti à défendre les intérêts des travailleurs (saliés) contre la bourgeoisie industrielle, commerciale et financière (les capitalistes).

	Marginalistes-Néoclassiques : Science Economique		Keynésianisme
Qui ?	Jean Baptiste Say	Thomas Jevons, Léon Walras, Vilfredo Pareto	John Manyard Keynes, Richard Kahn, Paul Samuelson, John Hicks, Nicholas Kaldor, Joan Robinson, Michal Kalecki
Quand ?	1803 : « traité d'économie politique »	À partir de 1850	1936 : « théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie »
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> • idées des lumières (individualisme, libéralisme politique) • Révolutions américaine (1776) et française (1789-1794) • Révolution industrielle 	<ul style="list-style-type: none"> • Positivisme • Montée du socialisme 	<ul style="list-style-type: none"> • Crise de 1929 : dépression économique, chômage de masse • 1^{ère} et 2^{ème} guerres mondiales • Intervention de l'Etat dans l'économie
Principes	<ul style="list-style-type: none"> • Théorie de la valeur-utilité : « l'utilité [des] choses est le premier fondement de leur valeur » • Loi des débouchés : L'offre crée sa propre demande (impossibilité des crises de surproduction) • En situation de concurrence libre et parfaite, l'économie de marché est capable de s'auto-réguler de façon spontanée et d'opérer un équilibrage automatique des flux économiques (production = consommation + investissement ; épargne = investissement) • La monnaie est neutre : elle ne sert que d'équivalent marchandises pour les échanges et n'a pas d'effet sur l'activité productive. 	<ul style="list-style-type: none"> • Théorie subjective de la valeur – basée sur l'utilité et plus précisément l'utilité marginale d'un bien ou d'un service, c'est à dire l'utilité qu'un agent économique tirera de la consommation d'une unité supplémentaire. • Equilibre général • Concurrence pure et parfaite qui repose sur cinq conditions : atomicité du marché, homogénéité des produits, transparence du marché, libre entrée et libre sortie, libre circulation des facteurs de production. • En concurrence pure et parfaite, il y a ajustement des salaires à l'offre de travail : le chômage et donc impossible où alors il est volontaire (les individus ne veulent pas travailler au taux de salaire de marché et effectue un arbitrage travail/loisir) 	<ul style="list-style-type: none"> • Approche macroéconomique • Les marchés peuvent être durablement en situation de déséquilibre • Il peut exister un chômage involontaire • Réfutation de la Loi des débouchés : il peut il y avoir insuffisance de la demande effective => nécessité d'une politique de relance de l'investissement et de la demande • Propension marginale à consommer : elle une fonction décroissante du revenu => une distribution de revenu vers les bas salaire sera intégralement consommée (logique redistributive) ; • Multiplicateur et accélérateur d'investissement • La monnaie n'est pas neutre : elle ne sert pas qu'à l'échange mais est aussi demandé pour sa valeur dans le but d'être thésaurisée afin d'en tirer une rémunération (taux d'intérêt : prix du renoncement à la liquidité) => l'Etat doit intervenir pour stimuler la création monétaire • Les marchés financiers sont dépendants de logique autoréférentielles (« concours de beauté »)
Vision de la société	<ul style="list-style-type: none"> • La société se compose de producteurs (qu'ils soient industriels, ouvriers ou propriétaires terriens) et de consommateurs et leur relation sont réglés par les mécanismes de marché. • La rémunération des différents producteurs est issue du profit réalisé par la mise en valeur des différents fonds productifs. 	<p>Individualisme méthodologique Les facteurs de productions sont le travail mais aussi le capital lesquels sont fonction du progrès technique.</p>	<p>Vision d'une économie entrepreneuriale Mais opposition aux politique favorisant la rente => « euthanasie des rentiers »</p>
	<p>Les différents facteurs de production sont mis sur le même plan. Il n'y a pas de conflit de répartition puisque le marché assure une distribution optimale</p>	<p>Optimum de Pareto : une situation est optimale socialement à partir du moment où on ne peut améliorer la situation d'un agent sans dégrader celle d'un autre.</p>	<p>Favorable à des politiques redistributives dans l'optique de relancer la demande effective</p>
Idéologie	<p>Défense des positions libérales (contre l'intervention de l'Etat, facteur de distorsion de la concurrence) et de la propriété privée (« la misère, le dépérissement des classes indigentes, suit toujours le pillage et la ruine des classes riches »).</p>		<p>Remise en cause des fondements néo-classique Sans aller jusqu'à une remise en cause de la propriété privée des moyens de production, Keynes est favorable à l'intervention de l'Etat dans l'économie (politique monétaire en particulier) et à une certaine forme de socialisation de l'investissement.</p>

PARTIE 2

CE QUI DISTINGUE ET SOUVENT
OPPOSE LES NÉOCLASSIQUES ET LES
KEYNÉSIENS



Les principales différences entre théories « néoclassique » et « keynésienne »

Néoclassiques

Offre => Demande

- **L'Offre crée sa propre Demande** (Loi de Say) ;
- **La Demande et l'Offre s'équilibrent** automatiquement par l'évolution du Prix (théorie de l'équilibre) ;
- **La valeur d'un bien ou service dépend de l'utilité que le consommateur en retire**, plutôt qu'à la quantité de travail incorporé dans le bien ou le service.

Epargne => Investissement

- **Préconise taux d'intérêts élevés** = incitation à l'épargne

Neutralité de la monnaie

- **Neutralité de la monnaie** : les produits ne s'échangent finalement que contre des produits, la monnaie n'est qu'un « voile posé sur la réalité des échanges » (Jean-Baptiste Say)

Chômage volontaire

- **Chacun arbitre entre le travail et le loisir.**

Keynésiens

Demande => Offre

- **La Demande crée l'Offre** (théorie de la Demande effective) ;
- **L'équilibre ne va pas de soi** : l'incertitude prévaut dans les anticipations des acteurs + rôle de l'état régulateur ;

Investissement => Epargne

- **Préconise taux d'intérêt faibles** = favorise l'investissement ;
- **Un investissement additionnel produit un effet démultiplié sur le niveau de la production et de l'emploi** (multiplicateur keynésien).

la monnaie est un aussi un actif en soi

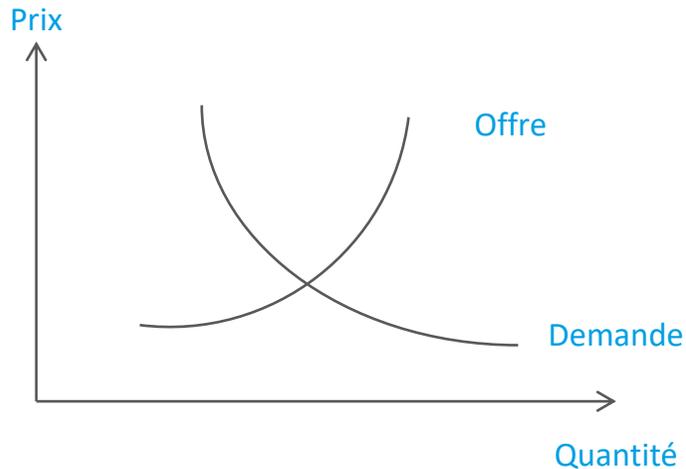
- **La monnaie n'est pas neutre, car elle peut être désirée pour elle-même.** Il existe plusieurs motifs de thésaurisation : transaction, précaution, spéculation...

Chômage involontaire

- **Le chômage relève d'un dysfonctionnement du système et peut être involontaire.** Il est d'autant plus élevé que les salaires sont élevés (Courbe de Philips). Solution : baisse du salaire réel et intervention de l'Etat

Néo-classiques

La théorie de l'équilibre



CONSÉQUENCE IDÉOLOGIQUE SUR LA COMPRÉHENSION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le retour à l'équilibre sur le marché du travail doit s'effectuer par une baisse du salaire réel. Si le chômage existe, il est donc volontaire et lié à des rigidités structurelles, salaire minimal, allocations chômage...

Hypothèse sur le comportement des agents

Les agents économiques sont rationnels : ils maximisent leur utilité (ou leur profit) sous contrainte de leurs ressources.

Hypothèses sur le fonctionnement des marchés :

Concurrence pure

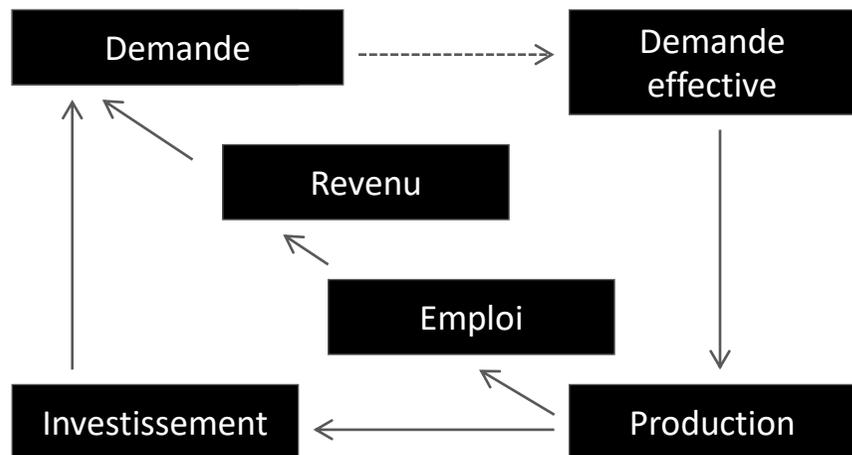
- **Atomicité** : Multitude d'offreurs et de demandeurs, tous de petite dimension par rapport au marché.
- **Homogénéité du produit** : Les entreprises proposent toutes le même produit, qui n'est pas différencié et présente les mêmes caractéristiques et les mêmes performances.
- **La libre entrée dans l'industrie** : Aucune barrière juridique ou institutionnelle n'est opposée à l'entrée ou à la sortie de nouveaux concurrents.

Concurrence parfaite

- **Transparence du marché** : Les agents économiques sont parfaitement informés sur les qualités et prix de tous les produits concurrents.
- **La mobilité des facteurs de production** : travail et capital se dirigent vers les emplois les mieux rémunérés.

Keynes

Construction de la demande effective



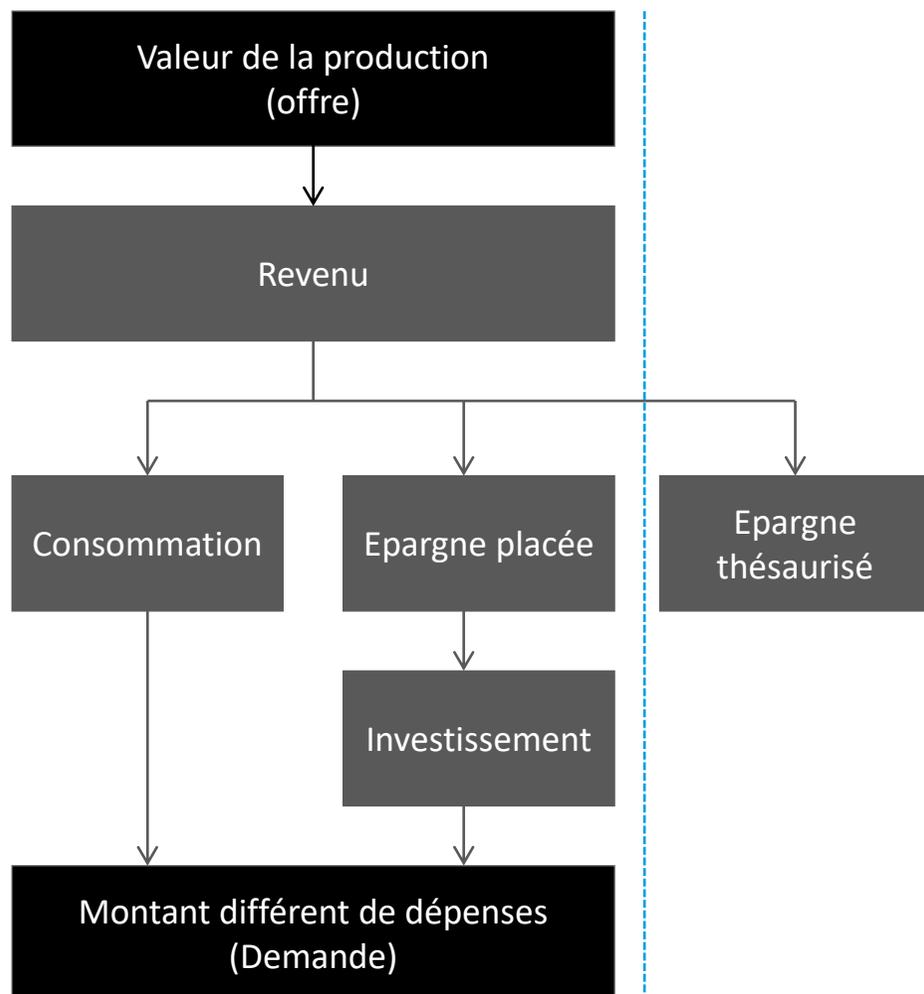
Keynes raisonne en termes de circuit et non de marché. Ce n'est pas l'offre qui crée la demande, mais la demande qui constitue le point de départ.

En situation d'incertitude sur l'avenir, les entrepreneurs font des prévisions sur le volume de la demande qui va s'adresser à eux. Cette anticipation de la demande est appelée « demande effective » par Keynes.

C'est à partir de ces prévisions que les entrepreneurs vont déterminer le volume à produire et par conséquent le niveau de l'investissement et de l'emploi nécessaire pour réaliser une production.

Keynes

Le déséquilibre entre l'offre et la demande peut être durable



LOI DE SAY (1841)

L'offre crée sa propre demande. Les produits s'échangent contre des produits.

La somme des revenus distribués à l'occasion de la production ne revient pas intégralement sous forme de demande aux entreprises (contestation de la Loi dite de Jean-Baptiste Say, néoclassique), car une partie des revenus distribués n'est ni consommée, ni réinvestie, mais thésaurisée (nous dirions aujourd'hui « placée »).

Il peut alors y avoir des crises de sur-production (quand l'offre ne crée pas une demande strictement égale en valeur) en raison de la « fuite » dans le circuit que représente la thésaurisation.

Keynes s'attaque ainsi aux « rentiers », qui « parasitent » l'économie.

PARTIE 3

JEU : « QUI A DIT QUOI ET POURQUOI ? »



Qui a dit...

Est-il keynésien ou pas ? Qui est-ce ? Pourquoi a-t-il dit cela ?

Citation	Keynésien / Pas keynésien	Qui parle ?	Pourquoi
<i>« La demande précède l'offre »</i>			
<i>« Dans le long terme, nous serons tous morts. »</i>			
<i>« Les investissements d'aujourd'hui sont les profits de demain et les emplois d'après demain. »</i>			
<i>« Aujourd'hui, lorsque vous licenciez une personne, un recours contre l'entreprise reste possible pendant 12 mois. Il est important que les salariés puissent être protégés, mais ce délai est trop long, dans tous les autres pays développés, c'est deux mois. Cela me semble un bon délai »,</i>			

Qui a dit...

Est-il keynésien ou pas ? Qui est-ce ? Pourquoi a-t-il dit cela ?

Citation	Keynésien / Pas keynésien	Qui parle ?	Pourquoi
<i>Toute classe qui aspire à la domination doit conquérir d'abord le pouvoir politique pour représenter à son tour son intérêt propre comme étant l'intérêt général</i>			
<i>J'ai vu ces situations où un demandeur d'emploi pousse la porte de Pôle emploi pour trouver un emploi et où on lui répond : "Vous avez deux ans d'assistance chômage, ne vous pressez pas. Profitez un peu de la vie.</i>			
<i>Si j'étais chômeur, je n'attendrais pas tout de l'autre, j'essayerais de me battre d'abord.</i>			
<i>« L'État n'a aucune autre source d'argent que l'argent que les gens gagnent eux-mêmes. Si l'État souhaite dépenser plus, il ne peut le faire qu'en empruntant votre épargne ou en vous taxant davantage. Il n'y a rien de bon à ce que quelqu'un d'autre paie; cette autre personne, ce sera vous. L'argent public n'existe pas, il n'y a que l'argent des contribuables. »</i>			

Qui a dit...

Est-il keynésien ou pas ? Qui est-ce ? Pourquoi a-t-il dit cela ?

Citation	Keynésien / Pas keynésien	Qui parle ?	Pourquoi
<i>« Maintenant, il faut accélérer et tenir la ligne des transformations structurelles de notre modèle économique et social. Je suis surtout déterminé, plus que jamais, à réduire le déficit public et à accélérer le désendettement de la France. »</i>			
<i>« Le vice inhérent au capitalisme consiste en une répartition inégale des richesses. La vertu inhérente au socialisme consiste en une égale répartition de la misère. »</i>			
<i>« Prélevé en fonction d'une norme décidée par les détenteurs du pouvoir étatique, sans respect de la personnalité de chacun, l'impôt pénalise la prise de risque et est foncièrement esclavagiste, allant à l'encontre de son but recherché, bafouant les droits fondamentaux de l'être humain et la propriété de l'individu ».</i>			
<i>« Le libéralisme économique considère la concurrence comme supérieure non seulement parce qu'elle est dans la plupart des circonstances la méthode la plus efficace qu'on connaisse, mais plus encore parce qu'elle est la seule méthode qui permette d'ajuster nos activités les unes aux autres sans intervention arbitraire ou coercitive de l'autorité. »</i>			

Qui a dit...

Est-il keynésien ou pas ? Qui est-ce ? Pourquoi a-t-il dit cela ?

Citation	Keynésien / Pas keynésien	Qui parle ?	Pourquoi
<i>« Il n'y a qu'une seule façon de tuer le capitalisme : des impôts, des impôts et toujours plus d'impôts. »</i>			
<i>«Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont le premier que le plein emploi n'y est pas assuré, le second que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité»</i>			
<i>Vous voulez moins de riches, je veux moins de pauvres.</i>			
<i>Si vous payez les gens pour qu'ils ne travaillent pas et que vous les taxez quand ils le font, ne soyez pas surpris si vous obtenez le chômage.</i>			

PARTIE 4

COMMENT LA THÉORIE ÉCONOMIQUE
EXPLIQUE LES CRISES

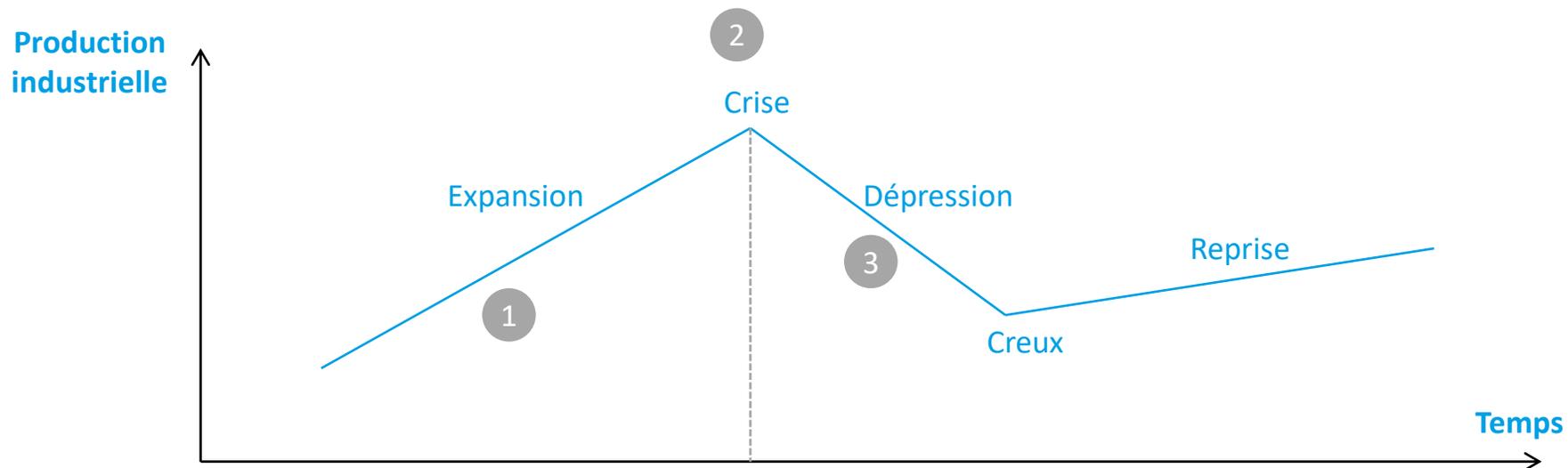


JDS experts

l'analyse économique au service des CSE

Les **JDS**

Les fluctuations économiques



1

- Croissance autour d'industries motrices
- Croissance de la production
- Hausse des prix
- Hausse du profit
- Croissance de la masse salariale
- Hausse de l'investissement
- Spéculation boursière

2

- Impossibilité d'absorber la production
- Rémunération insuffisante des capitaux investis
- pessimisme des investisseurs et effondrement de la bourse

3

- Chute de la production
- Chute des prix
- Chute des profits
- Chute des salaires
- Baisse du pouvoir d'achat et de la demande
- Progression des faillites et donc de la concentration industrielle
- Hausse du chômage dans les industries clés puis propagation sur les autres activités

Les principales crises du 19ème et du début du 20ème au regard des théories économiques

1819: Première crise de grande ampleur aux USA, marque la fin de l'expansion qui avait suivi la guerre de 1812. Nombreuses faillites et récession agricole.

1882 : Krach de l'Union générale. Crise boursière et bancaire de grande ampleur principalement en France suite à la faillite de cette grande banque (politique hasardeuse de placements).

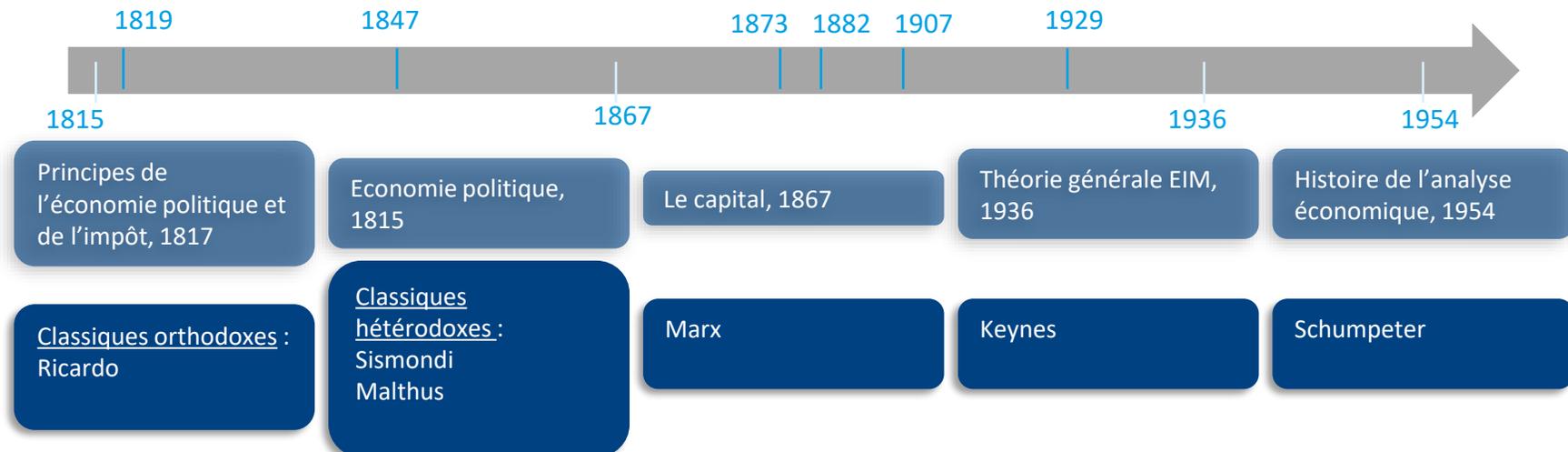
1847 : Krach qui frappa l'Angleterre et la France suite à la valorisation excessive du cours des compagnies de chemin de fer. Il révéla une crise du crédit et provoqua une panique bancaire aboutissant à de nombreuses faillites de banques.

1907: Panique des banquiers. Effondrement brutal du marché financier américain suite à une crise de confiance, provoquant de nombreuses faillites d'entreprises et de banques.

1873 : Crise bancaire due à une spéculation immobilière qui provoqua un krach à Vienne

1923: Hyperinflation allemande, due notamment au caractère exorbitant des réparations de guerre exigées par la France

1929: Krach à la bourse de New York le jeudi 24 oct. 1929, entraînant une crise bancaire et précipitant les USA, puis l'Europe dans une grande dépression.



Causes et explications de la crise de 29

CAUSES

- Baisse du bénéfice distribué par action
- Climat d'euphorie boursière
- Ralentissement de l'activité économique
- Endettement de nombreux brokers pour acheter des titres

- Surproduction :
 - Montée en puissance du Japon,
 - industrialisation des anciennes colonies qui participent à la production mondiale
 - L'Europe a retrouvé sa capacité de production d'avant-guerre
 - Le développement du fordisme a contribué à la surproduction

CRISE DE 29

- L'indice Dow Jones passa de 469 à 220 en 3 semaines (soit 30 milliards de dollars de perte),
- Baisse des crédits, de la consommation, de la production et de l'investissement,
- Explosion du chômage qui passe de 1,5 million en 1929 à 15 millions en 1933).



- Contagion à l'économie réelle (pertes de revenus, baisse du patrimoine des actionnaires)
- Contagion à l'Europe via la contraction des échanges internationaux et via le rapatriement des capitaux américains placés en Europe).

Explication de Galbraith:

- Le fort endettement des ménages résultait de la nécessité de financer la consommation insuffisante (fortes inégalités de revenu)

Explication des libéraux :

- Rigidités salariales
- Concurrence imparfaite en raison de grandes entreprises concentrées

Explication des marxistes :

- Insuffisance de la demande, car les salaires distribués ne représentent qu'une partie de la valeur de la production.
- La plus-value accumulée n'a pas nécessairement permis d'engendrer du capital productif.

Explication de Keynes:

- Écart insuffisant entre le taux d'intérêt et le taux d'efficacité marginale du capital (rentabilité anticipée du capital).
- La spéculation financière a détourné une partie de l'épargne de l'investissement productif.

Explication des monétaristes :

- Insuffisance de l'offre de monnaie (la réserve fédérale américaine n'a pas suffisamment prêté aux banques en difficulté).
- Essor important du crédit dans les années 20 en raison de taux d'intérêt faibles.

Les différentes explications de la grande crise de 2008

- **Certains économistes néoclassiques**, tels que Eugène Fama (prix Nobel d'économie en 2013), ont maintenu que, malgré la crise financière de 2008, les marchés étaient efficaces. Le problème selon eux était que les informations transmises aux investisseurs n'étaient pas parfaites.
- **A l'inverse, d'autres économistes néoclassiques** tels que Robert Shiller (prix Nobel d'économie également en 2013, alors qu'il écrivait le contraire d'Eugène Fama...) , ont fait évoluer leur vision des choses en indiquant que les investisseurs n'étaient pas parfaitement rationnels, à cause de l'effet de « troupeau » notamment, qui limite l'efficacité des marchés.
- **Les économistes monétaristes** ont quant à eux critiqué la FED (banque centrale américaine) pour avoir maintenu des taux d'intérêt trop bas pendant trop longtemps, ce qui aurait contribué à créer la bulle immobilière, car le crédit était peu cher pour les ménages.
- **Les économistes keynésiens**, tels que Joseph Stiglitz ont quant à eux mis en avant les éléments suivants, allant dans le sens d'une plus grande intervention de l'Etat :
 - Si des mesures avaient été prises pour réglementer la finance, l'ampleur de la crise aurait été moindre ;
 - À l'inverse des monétaristes, ils pensent que les Banques centrales auraient du davantage agir pour amortir le choc de la crise pour les populations.

PARTIE 5

COMMENT COMPRENDRE LA SITUATION
ÉCONOMIQUE D'AUJOURD'HUI À L'AIDE
DES THÉORIES ÉCONOMIQUES





A. De quoi la politique du laisser-faire, assise théorique du libéralisme, est-elle le nom ?

De quoi le « laisser-faire » économique est-il le nom ? (1/2)



- **La politique du laisser-faire économique est un élément clé du capitalisme**

- Cette logique consiste à laisser le marché organiser l'économie : le marché est censé savoir où allouer l'épargne de la manière la plus efficace possible
- Elle repose sur l'idée que les forces du marché, la concurrence et l'autorégulation économique sont suffisantes pour garantir la prospérité et le bien-être général.

- **Le principe directeur du « laissez-faire » est celui-ci : moins le gouvernement est impliqué dans l'économie, mieux l'économie s'en portera.**

- Par extension, la société dans son ensemble se portera mieux.

John Stuart Mill (1806-1873) :

- « La meilleure économie politique que l'on puisse envisager est celle qui laisse chaque citoyen le plus libre possible de poursuivre ses propres intérêts, conformément à ses propres convictions et à sa propre conception du bien »

Extrait de "Principes d'économie politique", 1848

Milton Friedman (1912-2006) :

- « La liberté économique est une condition nécessaire pour la liberté politique. C'est un moyen à travers lequel nous pouvons construire une société où la plupart des gens peuvent vivre des vies meilleures »

Extrait de "Capitalisme et liberté", 1962

De quoi le « laisser-faire » économique est-il le nom ? (2/2)

- **Voici quelques principes clés de la politique du laisser-faire**
 - Liberté économique : les individus et les entreprises devraient être libres de prendre leurs propres décisions économiques sans ingérence gouvernementale (droit de posséder des biens, de conclure des contrats, de négocier des salaires, d'échanger des biens et services sur le marché, etc).
 - Auto-régulation du marché : les marchés économiques sont censés avoir la capacité de s'auto-réguler. L'offre et la demande et la concurrence ajusteront naturellement les prix, les salaires et la production pour atteindre un équilibre optimal.
 - Absence d'intervention gouvernementale : les gouvernements doivent éviter d'intervenir dans les affaires économiques, sauf dans des circonstances exceptionnelles (protection des droits de propriété, les domaines régalien, etc.).
 - Individualisme économique : les acteurs économiques sont considérés comme les mieux placés pour prendre des décisions éclairées sur la façon d'allouer les ressources.

Friedrich Hayek (1899-1992) :

- « L'extension de la liberté économique, de l'initiative individuelle et de la compétition, a été la grande contribution du capitalisme à la fin de la domination arbitraire et de la coercition » (*Extrait de "La route de la servitude", 1944*)

Adam Smith (1723-1790) :

- « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger que nous attendons notre dîner, mais de leur souci de leur propre intérêt. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, mais toujours de leur avantage ». (*Extrait de "Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations", 1776*)

Ludwig von Mises (1881-1973) :

- « L'intervention du gouvernement n'est jamais plus bénéfique qu'un bienfait temporaire pour une minorité au détriment d'une majorité ». (*Extrait de "L'action humaine", 1949*)

James M. Buchanan (1919-2013) :

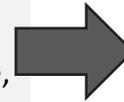
- « Les individus agissent dans leur propre intérêt lorsqu'ils sont autorisés à le faire, et cela entraîne un ordre spontané plus efficace que tout ordre délibéré »



Des arguments qui ne résistent pas à l'épreuve des faits

▪ Les avantages potentiels du laisser-faire sont principalement les suivants :

- **Innovation et croissance** : le laisser-faire encouragerait l'innovation et la croissance économique en permettant aux entreprises d'être en libre compétition.
 - Dans ce cadre, la concurrence stimulerait l'efficacité, réduirait les prix et favoriserait le progrès technologique.
- **Flexibilité du marché** : les partisans du laisser-faire affirment que les marchés libres ont la capacité de s'ajuster rapidement aux changements économiques, ce qui peut conduire à une allocation plus efficace des ressources.



▪ Un simple coup d'œil à la situation économique, sociale et environnementale actuelle permet de battre en brèche ces avantages théoriques.

- Laisser-faire le marché se traduit par :
 - Un progrès technologique insuffisant face aux enjeux écologiques connus (mais également industriels)
 - Une augmentation des prix à la consommation
 - Une inefficacité redoutable du système économique, qui par exemple fait coexister un chômage de masse avec des pénuries de main-d'œuvre
 - Une flexibilité certes, mais qui se traduit surtout par celle de la main-d'œuvre

• Plus profondément, le laisser-faire se traduit structurellement par :

- Une accentuation des inégalités économiques : le marché ne prévoit pas nécessairement des mécanismes pour atténuer les disparités de revenus et de richesse.
- Des externalités négatives : le marché ne peut tenir compte seul des externalités négatives (telles que les pollutions), car les coûts ne sont pas nécessairement reflétés dans les prix du marché.
- Une instabilité financière, car les marchés non réglementés sont souvent sujets à des bulles spéculatives et à des crises.
- Une économie incapable de répondre aux besoins collectifs (sociaux, environnementaux)

La politique du laisser-faire : un renard libre dans un poulailler libre

- Le « marché » n'existe pas : il est le regroupement des acteurs du marché
 - Le « marché » est un concept abstrait qui n'existe finalement qu'à travers les interactions entre individus ou groupe d'individus.
 - Ce sont donc ces acteurs du marché qui, par leurs décisions (d'achat et de vente, d'investissement, etc.) influencent le fonctionnement global du marché : ces acteurs déterminent les prix, les salaires, les quantités échangées, les productions développées, etc.
- Comprendre le fonctionnement du marché implique donc 3 choses :
 1. Comprendre les comportements antagonistes des acteurs du marché : lorsque le vendeur gagne, l'acheteur perd (et inversement).
 2. Intégrer la notion de rapports de force entre ces acteurs : par exemple, les entreprises peuvent camper sur leurs positions plus longtemps que les salariés
 3. Comprendre la logique profonde du capitalisme qui place le profit et l'accumulation du capital au-dessus de toute autre considération



John Maynard Keynes (1883-1946) :

- « La théorie de la main invisible, qui est la pierre angulaire du laissez-faire, ne tient aucun compte des influences mutuelles par lesquelles les individus régulent les actions de leurs partenaires pour satisfaire leurs propres besoins et intentions ». (Extrait de "Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie", 1936)

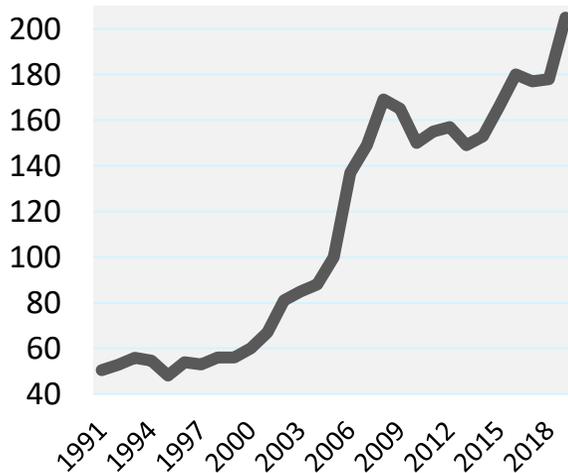
Karl Marx (1818-1883) :

- « Les idéologues du libéralisme cherchent à rendre inoffensifs les dangers que comporte la société bourgeoise, à justifier en parole l'esclavage de l'ouvrier qui l'entraîne, pour le plaisir et la richesse de la classe dominante ». (Extrait de "Misère de la philosophie", 1847)



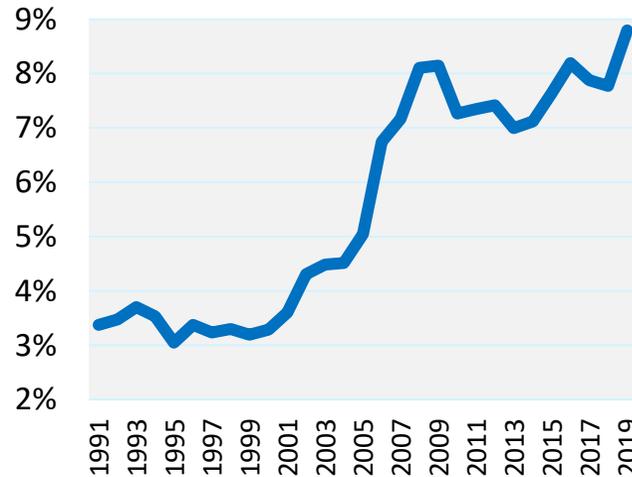
Un non-interventionnisme finalement très interventionniste

Aides publiques aux entreprises* en France (Mds€)



Source : CLERSÉ (UMR 8019), Université de Lille

Aides publiques aux entreprises* en France (en % du PIB)



- **Les aides publiques aux entreprises sont assises sur la théorie économique du laisser-faire**
 - À travers les crédits d'impôts et allègements de cotisations sociales, l'idée est que cela permettra de baisser le « coût du travail » pour les entreprises, ce qui est donc favorable à l'emploi dans la théorie libérale

*Aides fiscales (IS, TVA, TICPE, CVAE, Taxe pro, CFE, etc.) + Aides socio-fiscales (cotisations sociales patronales) + subventions versées par les APU locales



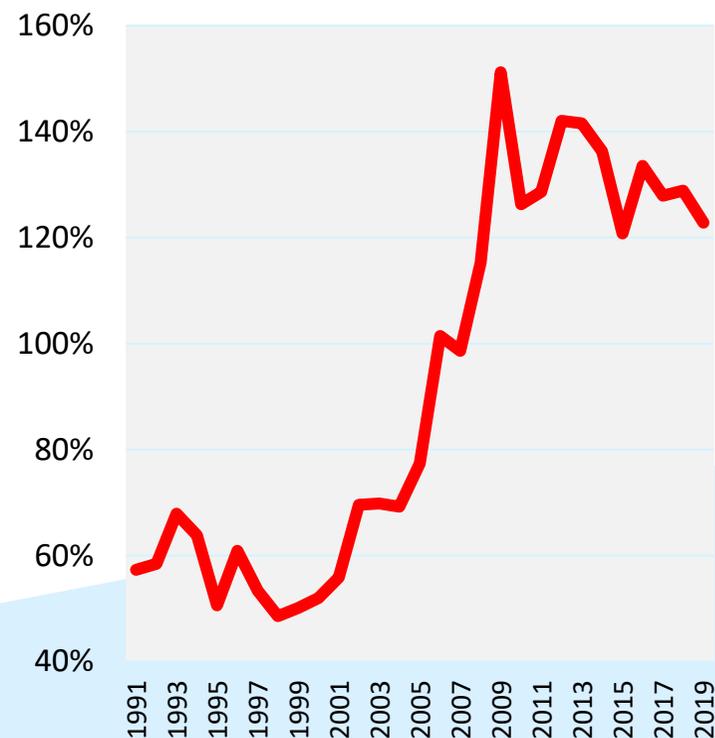
Christine Lagarde (économiste et directrice générale du FMI).

- « Les politiques qui réduisent le coût du travail peuvent jouer un rôle clé dans la stimulation de la création d'emplois, en encourageant les employeurs à embaucher davantage de travailleurs et à investir dans leur main-d'œuvre. L'équilibre entre la protection des travailleurs et la compétitivité des entreprises est crucial pour la dynamique de l'emploi »

La politique du laisser-faire : le mot d'ordre du capitalisme pour assoir sa domination

- Les aides publiques sont mises en place selon des arguments précis que l'on peut trouver dans la théorie économique :
 - Sur le papier, elles sont toujours destinées à atteindre un objectif en termes d'emploi, d'innovation, d'investissement, etc.
 - On donne de l'argent aux entreprises en espérant qu'elles embauchent et qu'elles investissent là où c'est utile
- **Adam Smith** (dans son célèbre ouvrage « recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations », 1776) disait « *Laissez faire, laissez passer, le monde va de lui-même* »
- **David Ricardo**, semblant lui répondre, affirmait cependant que « *L'ordre naturel et essentiel de choses est que chacun devrait employer son capital vers lequel il peut s'attendre au plus grand profit* » (Principes de l'économie politique et de l'impôt, 1837)
- **Karl Marx** allait quant à lui plus à l'os en affirmant que « *La libre concurrence est le dernier mot, le mot d'ordre actuel, du capital commercial, de la spéculation commerciale générale, du commerce mondial* » (Le Capital, 1867)

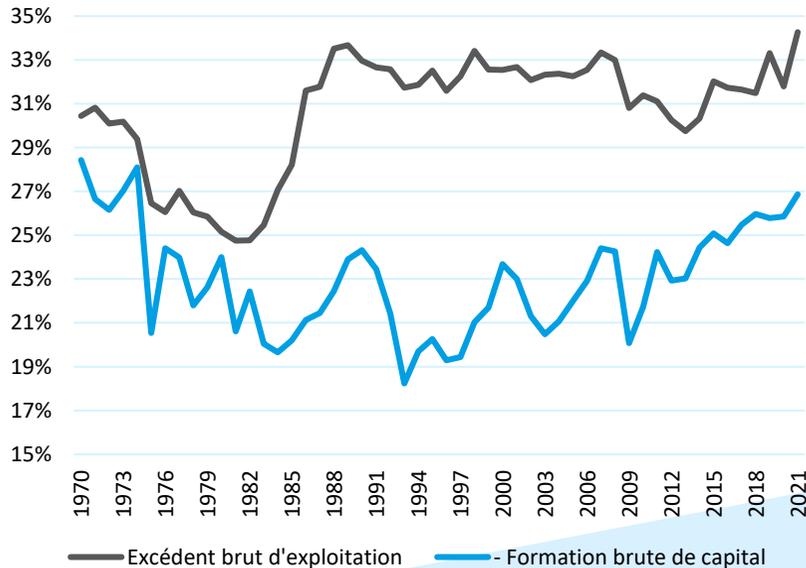
Aides publiques aux entreprises* en France (en % du profit d'exploitation)



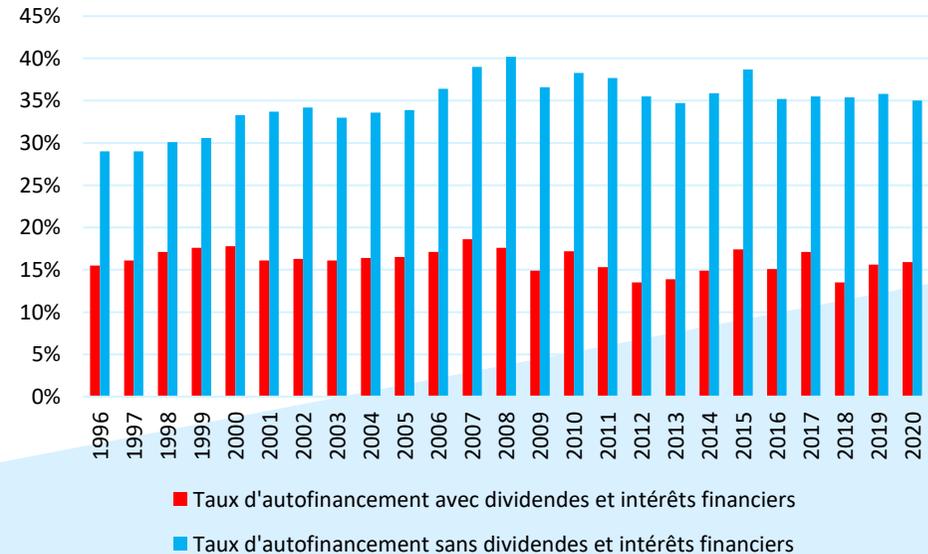
Pourtant les profits d'aujourd'hui ne font pas les investissements de demain

- Des investissements sous pression de la rentabilité
- Tout ce que les actionnaires prennent en matière de dividendes, c'est autant qui n'ira pas ailleurs, notamment aux investissements

Evolution du profit et de l'investissement des Sociétés Non Financières (en % de la Valeur Ajoutée)



Impact du coût du capital sur la capacité de financement des sociétés non financières (% de la valeur ajoutée)

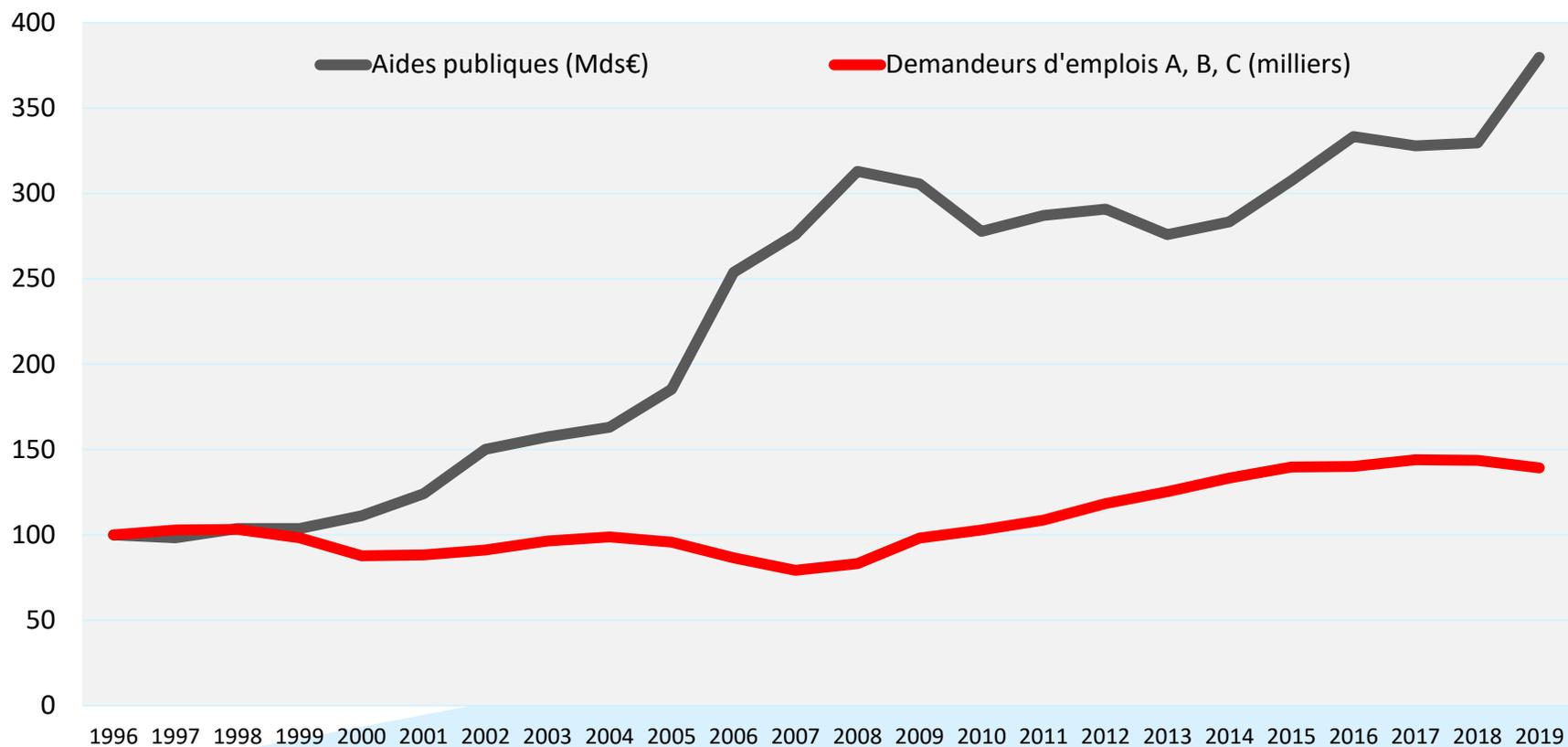


Source : JDS Experts d'après les données de l'Insee

Source : JDS Experts d'après les données de la Banque de France

Pourtant les aides publiques sont sans conséquence sur le chômage

Evolution du chômage et des aides publiques (base 100 = 1996)



Augmenter les salaires crée-t-il du chômage ?

- **Pour les économistes libéraux**, la hausse des salaires et notamment celle du SMIC engendreraient une augmentation du « coût » du travail, constitué du salaire net et des cotisations sociales. Celle-ci entraînerait une aggravation du chômage, car les entreprises, qui tiennent à préserver leur marge, ne seraient pas incitées à embaucher. Cela pourrait même les pousser à licencier et/ou substituer des machines aux salariés devenus trop coûteux et/ou délocaliser l'entreprise dans un pays où le « coût » du travail est moins élevé. Dans tous les cas, l'issue semble être la même : le chômage s'accroît irrémédiablement dans le pays.
- **À partir de ce postulat, les économistes libéraux préconisent de limiter au minimum les hausses de salaires et donc notamment de diminuer les cotisations patronales**, afin de favoriser l'embauche de travailleurs à moindre coût. Il s'agit donc de réduire toutes les « rigidités » qui maintiendraient à un niveau élevé la rémunération du travail : le niveau des cotisations sociales et du salaire minimum d'une part, mais aussi ce qui permet de la maintenir à un niveau décent comme les syndicats, le droit du travail, etc. En supprimant ces rigidités, le marché du travail est censé selon eux parvenir à une situation d'équilibre, au maximum d'emplois pourvus.
- **Cette idéologie libérale est démentie par la réalité économique** : de nombreuses études empiriques menées sur le sujet ont permis de montrer que la hausse des salaires n'aggravait pas le chômage, au contraire. **Ainsi, en 1992, en examinant les effets de la hausse du salaire minimum sur les créations d'emplois dans l'industrie du fast-food au Texas, Katz et Krueger ont montré que les entreprises du secteur qui avaient appliqué les hausses de salaire minimum sont celles qui avaient le plus embauché.** Depuis, de nombreuses études l'ont démontré y compris de l'OCDE. En 2002, par exemple, l'OCDE concluait, en s'appuyant sur une étude analysant de nombreuses données internationales, que « *L'analyse ne permet pas de conclure à un impact significatif du salaire minimum sur le chômage global* ». (pour avoir l'ensemble des références sur ce sujet, lire l'excellent article de Michel Husson: Salaire minimum et emploi : histoire d'un débat (revue de l'IRES, 2020)).
- **Si l'on augmente les salaires, les travailleurs disposent d'un revenu plus important qu'ils vont utiliser en grande partie pour consommer et satisfaire leurs besoins.** Cette augmentation de la consommation ouvre de nouveaux débouchés pour les entreprises : la production augmente, des emplois sont créés et le chômage diminue. La hausse des salaires permet donc de dynamiser l'économie, tout en améliorant le bien-être de la population. Les travailleurs comme les employeurs ont tout à y gagner.

« Si la loi ou l'opinion parvenait à tenir les salaires au-dessus du taux qui résulterait de la concurrence, il est évident que quelques ouvriers resteraient sans emploi. »

John Stuart Mill (1806-1873)

"Un salaire élevé, même s'il est accordé, ne crée pas d'emplois ; c'est plutôt une cause de chômage. Il est une augmentation artificielle du prix des marchandises »

David Ricardo (1772-1823)

« Un salaire minimum élevé n'est pas une panacée. Il est le plus destructeur pour les groupes qu'il est censé aider. Il crée des chômeurs parmi les jeunes, les non qualifiés et les minorités. »

Milton Friedman (1912-2006)



B. Les théories monétaristes, en partie contredites par les faits, ont un impact important sur l'emploi et les salaires

La monnaie est un équivalent général

« Lorsque le dernier arbre aura été abattu, la dernière rivière polluée, le dernier poisson pêché, les hommes s'apercevront que l'argent n'était pas comestible ». (Chef Indien, cité par Bernard Marris, Antimanuel d'économie, Bréal 2004)

« Il n'y a rien de si extravagant que de faire périr un nombre innombrable d'hommes pour tirer du fond de la terre l'or et l'argent : ces métaux d'eux-mêmes absolument inutiles et qui ne sont des richesses que parce qu'on les a choisis pour en être les signes ». (Montesquieu, Les lettres persanes, 1721)

« La monnaie est comme le langage : le français que je parle n'est utile que dans la mesure où vous en faites autant ; de même, j'accepte la monnaie dans la mesure où vous l'acceptez également ». (Christian Ottavj, Monnaie et financement de l'économie, Hachette, 1996)

- **La monnaie n'a pas de valeur en elle-même.** C'est la croyance des individus, leur confiance qui lui confère de la valeur. Si les individus n'accordent plus de valeur à une monnaie, celle-ci ne vaut plus rien (ex : mark à la fin des années 20, début 1930). On dit alors que la valeur de la monnaie est conventionnelle. Plus globalement, la monnaie, elle-même, est une convention. Rien n'est une monnaie en soi. La monnaie est ce qui est considéré comme telle par les autorités politiques et, à leur suite, les agents économiques.
- **La monnaie est un équivalent général.** Elle apporte une solution aux problèmes posés par le troc : réduction du nombre des échanges, indépendance entre mes besoins et ceux de mes partenaires d'échanges, système de prix simplifié, possibilité de dissocier l'acte d'achat et l'acte de vente, possibilité de créer une réserve de pouvoir d'achat. En outre, les biens et services échangés acquièrent un prix absolu : 1 bien a 1 prix, indépendamment des autres biens. On dit alors que la monnaie est un équivalent général parce que dans une économie, chaque bien et service peut-être ramené à cet étalon.

La monnaie remplit différentes fonctions économiques fondamentales

Trois missions sont reconnues, traditionnellement à la monnaie : deux fonctions dans l'espace (intermédiaire dans les échanges et unité de compte) et un rôle dans le temps (instrument de réserve de valeur).

- 1. En tant qu'unité de compte, la monnaie est la référence commune de mesure, l'indispensable étalon qui permet de fixer un prix, de déterminer une valeur.** Il est, en effet, infiniment plus commode d'évaluer un produit par rapport à un étalon unique que de fixer des relations d'échange de ce produit avec toutes les autres marchandises. La monnaie permet donc d'établir une échelle de prix simple et unique, exprimée en unités monétaires.
- 2. En tant qu'intermédiaire des échanges,** la monnaie est d'abord un « agent de circulation » : elle facilite et accélère les échanges. C'est là sa fonction la plus courante. Distribuée via les revenus, elle garantit à chaque individu la possibilité de choisir, à travers la transaction, le bien ou le service offert. La monnaie permet le règlement des transactions, car les prix sont exprimés selon cet étalon et parce qu'elle est acceptée par tous dans l'économie nationale.
- 3. En tant que réserve de valeur,** la monnaie rend possible l'utilisation différée dans le temps de la valeur d'échange qu'elle représente : le consommateur n'est pas dans l'obligation de la dépenser immédiatement. Au même titre que les valeurs mobilières (actions, obligations...) ou les biens immobiliers, la monnaie est alors un instrument d'épargne, un moyen de conserver la richesse pour une utilisation future.

"L'argent est un voile qui dissimule les échanges, et il est peut-être difficile de comprendre un voile en regardant à travers lui."

John Maynard Keynes, "Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie" (1936)

Mais la monnaie a également une fonction politique et sociale

- **L'histoire de la France montre que le pouvoir de battre monnaie a été successivement reconnu à des institutions différentes en fonction du type de domination politique.** Lorsque le pouvoir politique était délégué aux seigneurs féodaux, cette délégation comprenait également le pouvoir de battre monnaie. Lorsque le pouvoir politique s'est centralisé, l'Etat dirigé par le roi a monopolisé cette prérogative. Enfin, lorsque l'Etat est devenu une république, il a conservé ce monopole. Aujourd'hui, ce pouvoir a été en grande partie confisqué par les banques privées et donc par les capitalistes qui dominent les États.
- **En outre, l'histoire montre que la monnaie a été utilisée par le pouvoir politique comme un instrument d'intégration de la population.** La mise en place d'une monnaie unique sur le territoire français a permis de faciliter les échanges et de créer un espace économique commun.
- **L'un des buts de l'euro était d'accélérer l'intégration européenne. La monnaie a donc bien une dimension sociale en ce qu'elle permet aux individus de partager une référence commune et de développer les échanges économiques.** La monnaie constitue un élément de référence commun aux membres d'une même société. Dans l'histoire, de la France, la monnaie a été un instrument d'unification politique, car elle instaure une « référence commune » et favorise les échanges.

Quelle forme la monnaie peut-elle prendre?

	Période historique	Forme	Origine de la valeur	Définition
Monnaie marchandise	Jusqu'à la fin du 18 ^{ème}	Biens et services	Intrinsèque	Biens et services faisant l'objet d'un système de troc.
Monnaie métallique	18 ^{ème} – 19 ^{ème}	Pièces en métaux précieux	Intrinsèque	Monnaie fondue dans des métaux précieux. C'est une forme particulière de monnaie marchandise puisqu'elle tire sa valeur du métal qu'elle contient.
Monnaie divisionnaire	20 ^{ème}	Pièces de métal sans valeur intrinsèque	Confiance	La monnaie divisionnaire comprend l'ensemble des pièces de monnaies métalliques. Ces pièces n'ont pas de valeur intrinsèque, car elles sont fondues dans des métaux sans valeur.
Monnaie fiduciaire	Dès le 17 ^{ème} mais elle ne prend son importance qu'à partir de 1914	Billets de papier	Confiance	La monnaie fiduciaire comprend l'ensemble des billets mis en circulation. Ces billets n'ont plus de valeur intrinsèque : ce ne sont que des bouts de papier. La valeur de ce billet repose donc sur une convention, un consensus, un accord entre les membres de la société. La confiance que l'on accorde à celui qui nous donne le billet en échange d'un bien ou service est donc primordial (faux billet?). Le terme de fiduciaire vient de 'fiducia' en latin qui signifie confiance.
Monnaie scripturale	20 ^{ème} siècle, c'est la forme la plus importante aujourd'hui.	Ecritures	Confiance	La monnaie scripturale (monnaie dématérialisée) comprend tous les dépôts à vue : elle est constituée par l' ensemble des inscriptions dans les comptes en banque (comptes courants, livrets,...). Elle circule d'un compte à un autre par simple jeu d'écritures, manuelles ou électroniques, grâce à des supports tels que le chèque, le virement, la carte magnétique. C'est pourquoi on parle de dépôts à vue

Comment créer de la monnaie?

On dit qu'il y a création monétaire lorsque de la monnaie nouvelle circule dans l'économie. Le système monétaire est en fait organisé de la manière suivante :

1. Banque centrale et Trésor public (banque de France sous l'autorité de la banque centrale européenne)
2. Banques commerciales (banques de second rang)
3. Agents économiques non financiers. C'est lorsque de la monnaie nouvelle se trouve en possession de ces Agents économiques qu'il y a création monétaire. Il y a création d'une monnaie nouvelle lorsque la masse monétaire augmente. Création monétaire = lorsque de la monnaie nouvelle se trouve entre les mains des agents économiques non financiers.

Comment se crée cette monnaie nouvelle ?

- La première image que l'on a de la création monétaire est celle de la planche à billets et des imprimeries de la Banque centrale. Effectivement, la Banque Centrale, qui a le monopole de l'émission de billets de banques crée de la monnaie par ce biais. Pourtant, elle ne représente qu'une fraction limitée de la création de monnaie, et bien d'autres agents disposent du pouvoir de créer de la monnaie. Le pouvoir de création monétaire est en fait partagé entre plusieurs agents. Si la Banque centrale en est le plus souvent considérée comme la détentrice, c'est qu'elle a la capacité de contrôler la quantité de monnaie en circulation. Elle doit cependant partager avec le Trésor public qui est chargé de l'émission des pièces frappées sous son autorité (de la Banque centrale) et les banques de second rang (les banques commerciales) qui ont-elles aussi la possibilité de créer de la monnaie. Ces dernières en réalisent d'ailleurs la plus grande partie.
- **Donc dans notre esprit, on crée de la monnaie en émettant des billets de banques... c'est un moyen, cependant, c'est loin d'être le principal : comme nous l'avons vu précédemment, la principale forme de monnaie en circulation dans l'économie est la monnaie scripturale. Il faut donc se demander comment on crée de la monnaie scripturale ?**

Comment les banques créent-elles de la monnaie ?

- **Les banques créent de l'argent en accordant des crédits aux particuliers et aux entreprises.** Le crédit est l'opération économique par laquelle un agent économique A prête, moyennant un intérêt, de l'argent à un agent économique B. B se retrouve en conséquence endetté auprès de A. En tant que débiteur, B devra donc rembourser le montant du capital plus les intérêts à A (dette : ce que doit celui qui s'est endetté). A détient donc une créance sur B. Créance : droit d'exiger le versement d'une somme d'argent.
- **Le crédit est source de création monétaire car il n'est pas fondé sur une épargne préexistante.** = les banques n'utilisent pas les dépôts des clients pour faire des prêts à d'autres clients (ce ne sont pas les dépôts qui font les crédits). En effet, la banque crée de la monnaie ex nihilo. Le crédit est donc tjrs source de création monétaire et génère une hausse de la MM.
- **On dit donc que les crédits font des dépôts (et non l'inverse).** En effet, les crédits accordés aux uns sont dépensés auprès d'autres qui les déposent sur leur compte. Les crédits accordés sont alors autant de dépôts pour ceux qui reçoivent l'argent de ces crédits.
- **On parle de destruction de monnaie parce que la monnaie remboursée par le ménage disparaît tout simplement des écritures.** Pour qu'il y ait un accroissement de la masse monétaire, il faut donc que le montant des crédits alloués aux agents économiques non financiers dépasse celui des remboursements effectués par ces mêmes agents

Comment la banque centrale régule-t-elle la création monétaire ?

- **La Banque centrale peut influencer la création monétaire des banques en contrôlant la liquidité bancaire, c'est-à-dire les conditions dans lesquelles les banques peuvent se procurer les avoirs liquides en monnaie banque centrale** nécessaire pour satisfaire les demandes de billets. Elle peut le faire essentiellement par ses interventions sur le marché monétaire.
- La Banque centrale intervient sur le marché monétaire pour prêter de la monnaie centrale aux banques moyennant paiement d'un intérêt. Elle détermine alors le taux d'intérêt auquel elle prête la monnaie banque centrale et, ce faisant, joue un rôle directeur pour les taux d'intérêts pratiqués entre banques. La Banque centrale peut faciliter le refinancement des banques, et donc la création monétaire, en offrant beaucoup de liquidités et en faisant baisser ses taux d'intérêts.
- **Les banques peuvent alors augmenter les crédits, car elles n'auront pas de peine à se procurer la monnaie banque centrale nécessaire aux règlements entre banques et aux retraits.** Au contraire, elle peut freiner la création monétaire en réduisant son offre de monnaie et en relevant ses taux d'intérêt, ce que la BCE fait en ce moment. Le taux d'intérêt auquel prête la banque centrale est dit directeur, car il constitue une référence pour le taux d'intérêt du refinancement auprès des autres banques, celles qui ont des excédents de liquidités.

Baisse de l'offre de liquidités et hausse des taux directeurs

Il y a moins de monnaie disponible pour le refinancement des banques et celui devient plus cher. Les banques se prêtent donc moins entre elles et lorsqu'elles se prêtent des liquidités, elles demandent un taux d'intérêt plus élevé.

Hausse des taux d'intérêts du marché monétaire

Les banques ayant plus de difficultés à se procurer de la monnaie centrale parce qu'elle est plus rare et plus chère, elles augmentent les taux d'intérêt de leurs crédits de manière à limiter leur nombre et à couvrir les frais d'un éventuel refinancement.

Hausse des taux d'intérêts des crédits à l'économie

La hausse des taux d'intérêt dans l'économie conduit à une baisse de la demande de prêt des agents économiques et par conséquent, à une baisse de la demande de biens et services.

Baisse de la demande de crédit des agents économiques

La baisse de la demande de crédits conduit à une baisse du nombre de crédits. La création monétaire est alors freinée.

Freinage de la création monétaire

La monnaie, un enjeu fondamental pour l'emploi et les salaires

- La monnaie est à la fois concrète dans l'utilisation quotidienne et abstraite dans l'esprit de la plupart des gens dans son utilisation politique. Elle est un outil fondamental de politiques économiques.
- Par exemple, en France, la monnaie a été au cœur du « tournant » de la rigueur début 1983. La mise en œuvre d'une politique de relance par la demande avait accentué le déséquilibre de la balance commerciale, car les Français consommaient beaucoup de produits étrangers et que les produits français coutaient plus chers à l'export.
- Pour lutter contre cela, il aurait fallu dévaluer fortement la monnaie pour compenser les écarts de compétitivité. Cela aurait nécessité de sortir du système monétaire européen, ce que le gouvernement de l'époque a refusé de faire. Il a préféré mettre en œuvre une déflation salariale (désindexation des salaires sur les prix et désencadrement des prix notamment) et financiariser l'économie (autorisation des produits dérivés spéculatifs, suppression du contrôle des capitaux, libéralisation des taux d'intérêts bancaires etc.) pour que l'économie française reste attractive.



Le traité de Maastricht qui a instauré la monnaie unique, se situe au croisement de différentes théories économiques...

- **Les idées des économistes classiques sont en faveur** de la libre concurrence et de la limitation de l'intervention des États. Elles ont influencé certaines dimensions du traité de Maastricht, en particulier en ce qui concerne la libre circulation des produits et des capitaux.
- **Il y a aussi une certaine cohérence du traité de Maastricht avec les idées des Keynésiens**, notamment en ce qui concerne la mise en avant de la coordination des politiques économiques des différents États.
- **Par contre, ces politiques économiques en tant que telles sont plutôt celles promues par les économistes néo-classiques** : compétitivité, dérèglementation du marché du travail, austérité budgétaire, plafonnement des déficits.

... mais surtout des théories monétaristes

- **La BCE a pour objectif principal de maintenir la stabilité des prix dans la zone euro, définie comme un taux d'inflation inférieur à 2%.** Cette orientation reflète des principes monétaristes, car selon eux, la stabilité des prix est essentielle pour favoriser la croissance économique, minimiser les perturbations dans les marchés financiers et assurer une base stable pour les décisions économiques.
- De plus, la BCE est indépendante. C'est le reflet des théories monétaristes suivantes :
 - La monnaie doit être neutre et ne pas être utilisée politiquement, pour ne pas entraîner **une instabilité des prix**.
 - L'indépendance renforce **la crédibilité** de la politique monétaire, car les agents économiques ont ainsi confiance en elle.
 - Cette indépendance lui permet de prendre des décisions davantage prévisibles et permet aux acteurs économiques d'anticiper les évolutions économiques, sans risque de retournement non prévu.

Pour les **économistes libéraux**, **l'objectif prioritaire de la politique monétaire doit être la stabilité des prix**. La Banque centrale doit réguler la création monétaire de sorte que la croissance de la masse monétaire suive la croissance économique sans chercher à la stimuler, sous peine de provoquer à coup sûr l'inflation.

Pour les économistes keynésiens, la création monétaire, en soutenant la demande, peut **stimuler la production et l'emploi en période de récession et de chômage**. Les objectifs de la politique monétaire dépendent alors de la **conjoncture : lutte contre l'inflation en période de surchauffe, lutte contre le chômage en période de récession**.

Le rôle de la monnaie est largement exagéré dans les théories monétaristes, par rapport à ce que montre la réalité

- Selon la vision de Friedman, **toute variation dans la quantité de monnaie est suivie d'une variation identique dans le niveau général des prix**. La monnaie est donc neutre, et il importe de combattre l'inflation en enlevant aux autorités politiques et monétaires le pouvoir d'en manipuler la quantité.
- Ses théories se sont en partie vérifiées à plusieurs moments dans l'histoire, en particulier au début des années 1920 en Allemagne : une quantité très importante d'argent en circulation rencontrait une quantité de plus en plus faible de biens (crise économique après la guerre, renforcée par l'occupation de la Ruhr par la France et la Belgique). L'inflation fut alors considérable.
- **Mais depuis des décennies, cette théorie ne se vérifie pas**. Une politique de forte baisse des taux d'intérêt et de rachats de titres de dettes publiques (assouplissement quantitatif) a été pratiquée par toutes les grandes banques centrales dans le monde, depuis la crise des subprimes de 2008. Celle-ci a augmenté la monnaie banque centrale (monnaie que seulement les banques commerciales peuvent détenir auprès de leur banque centrale) et la masse monétaire en circulation. Cela n'a eu aucun effet sur l'inflation comme le montre le graphique ci-contre.

« La cause immédiate de l'inflation est toujours et partout la même : un accroissement anormalement rapide de la quantité de monnaie par rapport au volume de production »
Milton Friedman, Inflation et Systèmes monétaires (1969)

Taux d'inflation en France et en zone euro entre 2011 et 2022 (variation annuelle de l'indice des prix à la consommation)



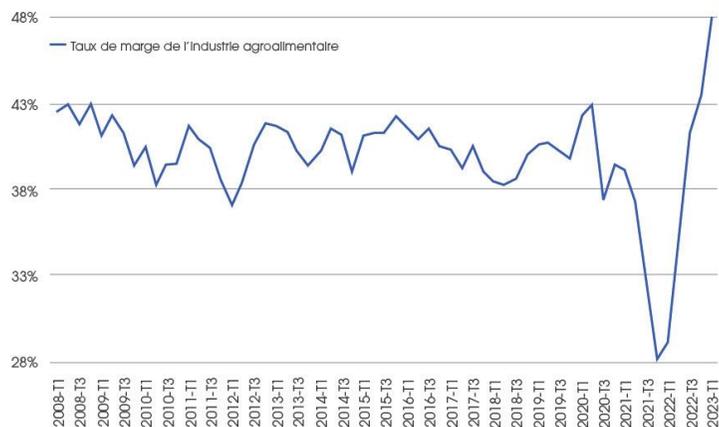
Lecture : en France, en 2022, le taux d'inflation est de 5,2 %.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Graphique: Vie-publique.fr / DILA • Source: Insee, indices des prix à la consommation - Eurostat • Récupérer les données • Créé avec Datawrapper

On constate que l'inflation que nous connaissons depuis 2022 n'est pas fondamentalement liée à la politique monétaire mise en place.

- La BCE et la FED sont massivement intervenues dans l'économie pour soutenir la relance post covid.
- Pour autant ce n'est pas la cause de l'inflation : l'inflation est actuelle est due en grande partie à l'augmentation des marges des grandes entreprises et non pas à la politique monétaire mise en place (et encore moins à la hausse des salaires...)
- Entre le dernier trimestre 2021 et le premier trimestre 2023, le taux de marge des industries agroalimentaires en France est passé de 28 % à 48 %. Le taux de marge est aujourd'hui à un niveau nettement supérieur à l'avant Covid.
- **Au niveau international, le FMI a reconnu lui-même que près de la moitié de l'inflation de la zone euro était causée, sur les deux dernières années, par la hausse des profits des entreprises**, qui est désormais le premier facteur d'inflation, devant le choc énergétique. (Niels-Jakob Hansen, Frederik Toscani, Jiong Zhou, Europe's Inflation Outlook Depends on How Corporate Profits Absorb Wage Gains, FMI, juin 2023)



Source : institut La Boétie

La zone euro ne peut pas fonctionner, car elle ne remplit pas les conditions théoriques d'une zone monétaire

- **L'union monétaire européenne ne remplit actuellement aucune des conditions nécessaires au fonctionnement durable et progressiste d'une zone monétaire.** La zone euro n'est pas et ne peut pas être une « zone monétaire optimale » (Cf Mundell) au sens de la théorie économique : cela supposerait notamment une parfaite mobilité du travail comme du capital, la synchronie des cycles d'activité des pays membres et la convergence des structures économiques et sociales.
- Dans la zone euro, les mouvements de travailleurs sont assez faibles, et l'intégration politique peu poussée. Il n'existe pas véritablement de budget fédéral permettant des transferts de revenus aptes à lisser les chocs asymétriques. Et les niveaux de productivité et d'inflation sont très différents d'un pays à l'autre.
- Sans ces conditions permettant à l'euro d'être une zone monétaire optimale, la monnaie unique a des effets désastreux puisque les États ne peuvent plus compenser leurs écarts de compétitivité par la création monétaire.

Les théories monétaristes favorisent en réalité la classe dominante

- Les statuts actuels de la BCE ont un intérêt important pour la classe dominante : **puisque les pays ne disposent plus de la capacité de baisser les prix de leurs marchandises pour rétablir leur « compétitivité » par la dévaluation de la monnaie, ils sont tentés de le faire par la dévaluation interne, c'est-à-dire la baisse des salaires et l'augmentation du chômage, ce qui favorise les entreprises.**
- **La BCE a beaucoup augmenté ses taux directeurs à partir de 2022 pour lutter contre l'inflation, alors que, comme nous l'avons dit, l'origine de l'inflation n'est pas monétaire.**
- Les conséquences économiques de ces hausses de taux sont très importantes pour les Français : elles durcissent l'accès au crédit immobilier, au crédit à la consommation, etc.
- Depuis la crise financière de 2008, on peut largement **questionner l'indépendance réelle de la BCE** puisqu'elle agit pour garantir la stabilité financière. Comme les autres banques centrales elle fait des arbitrages à caractère politique entre stabilité monétaire et stabilité financière. **Cela s'est vu en particulier quand elle a largement contribué à empêcher l'application du programme de Syriza en 2015 ou de la coalition mouvement 5 étoile / Ligue en Italie en 2018.**
- En réalité, la soi-disant indépendance de la BCE est un transfert de souveraineté des populations vers cette institution, car leurs élus et leurs gouvernants ne peuvent agir que dans le cadre contraint qu'elle fixe avec les autres institutions européennes.
- **L'obsession de la lutte contre l'inflation, défend l'intérêt des rentiers.** L'inflation « ronge » les taux d'intérêts, c'est-à-dire la rémunération des capitaux et de l'épargne privée. C'est pour cette raison que les libéraux s'opposent à la création monétaire publique. Celle-ci est une véritable « euthanasie des rentiers » comme le dit J.M. Keynes.

"L'inflation, c'est une taxation sans législation."

Milton Friedman, "La Contestation d'un Économiste" (1978)



JDS experts

l'analyse économique au service des CSE

 **alteo**
l'expertise SSCT

 70 Boulevard Magenta
75010 Paris

 01 48 96 71 99

 contact@jdsexperts.com

Les **JDS**

JDS **avocats**
pour vous conseiller et vous défendre

JDS **formation**
du sur mesure pour les CSE et CSSCT

JDS experts
l'analyse économique au service des CSE

 **alteo**
l'expertise SSCT

www.lesjds.com